

Sud 1

N° 60

3,50 F

ISSN 0395 - 6873

**SPÉCIAL
MUNICIPALES**

● Le bilan dans
la région

● Reportages :
Béziers - Perpignan
Montpellier - Millau

● Résultats

● Cartes 71/77

21 au 27 mars 1977

L'HEBDOMADAIRE DU LANGUEDOC ET DU ROUSSILLON



**Confrontation XIII
à Perpignan :
le film policier
pas si innocent que ça**

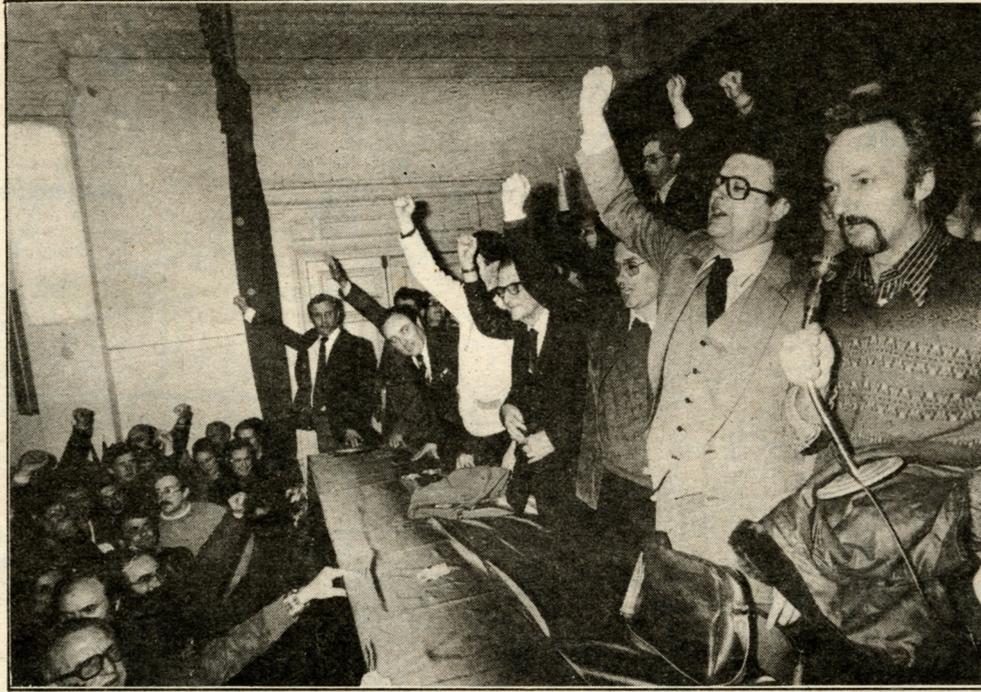


**Les femmes du Larzac
interrogées par
Maria Antonietta
Macciochi**

AGIR



Georges Frèche avec Paul Boulet, maire de Montpellier sous le Front populaire



Sur la scène du Pavillon populaire de Montpellier : l'équipe de Georges Frèche (deuxième à droite) chante la victoire

La chute des citadelles

Montpellier. Penchés aux plus hautes fenêtres du lycée Joffre, les pensionnaires ont veillé tard ce soir d'élections. Ils crient, ils applaudissent. Sous leurs yeux, la foule guette l'Hôtel de Ville, où, quelques instants plus tôt, vient d'être proclamée la victoire de la liste de l'Union de la gauche. On rit, on se tape sur l'épaule, on s'embrasse. Sur la place de la Comédie les avertisseurs des voitures ont donné le signal : la fanfare de Prades-le-Lez s'époumonne. Les gens dansent. Depuis le matin, c'est le printemps. Le héros du soir se fraye un passage au travers d'un Pavillon populaire trop petit. On l'embrasse, on le touche, on le trouve « moins moche » que sur ses affiches...

La fête est à la mesure de l'événement : le « Midi rouge » vient de mettre sa capitale à l'unisson. Georges Frèche, 38 ans, socialiste, a détrôné François Delmas, 63 ans, républicain indépendant, conseiller municipal depuis trente ans, maire depuis dix-huit. Dans cette ville bourgeoise, modèle et bastion d'un giscardisme pur, la fin du « proconsulat » de cet avocat languedocien solide comme un roc, farouche conservateur aux manières libérales, constitue l'un des plus rariés coups portés dimanche au Président de la République. Michel Poniatovski, dit-on, n'avait pas lésiné sur les millions destinés à financer la campagne... Alors ? L'« usure » du pouvoir, à l'Élysée comme au Polygone ? C'est certain. Dans une région où l'apolitisme — le « fin du fin » de la politique disait François Mitterrand l'autre jeudi à Montpellier — fait des merveilles — regardez donc du côté de Narbonne —, la carte « R.I. » n'a pu qu'entraîner le maire de Montpellier dans la chute nationale. Et localement sa « bonne et saine gestion » n'a pas suffi : « *Nous n'assumons pas tout Delmas*, disait lundi dernier sa colistière Jacqueline Caille, professeur de faculté, membre du RPR. *Mais, côté animation de la ville, sport, culture,*

croquez-moi, c'est un pêcheur repentant. »

Trop tard, François Delmas avait donc pêché : il a réalisé, mais sans la population. Seul, dans une tour de verre. Obsédé par sa ville, il en a oublié les habitants. Mécontentements, frustrations. Une équipe habile a su trouver la faille, rassembler, susciter l'espoir et le verrou a sauté.

Valéry Giscard d'Estaing perd avec François Delmas son héraut en terre languedocienne. Et il perd, en même temps, avec Pierre Brousse, maire de la deuxième grande ville de l'Hérault, l'un de ceux dont il avait voulu faire le symbole de son ouverture à gauche.

Mauvaise opération. Parachuté en 1967 dans la capitale du vin rallié du bout des lèvres à l'Union de la gauche, gouvernant de manière solitaire et autocratique Pierre Brousse n'avait jamais été adopté par les Biterrois

Le scandale politico-immobilier de l'affaire Astre n'a pas amélioré son image. Il était un ami de Georges Mas, PDG de l'entreprise qui s'effondre frauduleusement en 1974. Et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'a rien fait pour accélérer le débouché judiciaire d'une affaire qu'on cherche, en haut lieu, à étouffer. D'où la révolte de la fraction vertueuse de la bourgeoisie locale. La campagne a traduit ce double mouvement de rejet : politique venu de la gauche, moral, venu du centre. La méthode intelligemment unitaire du député communiste Paul Balmigère — effaçant son leadership dans un attelage collégial avec le socialiste Jules Faigt et le radical Jean-Fernand Claparède — a fait le reste désamorçant le réflexe anticommuniste qu'a désespérément cherché à susciter Pierre Brousse.

Montpellier, Béziers : ces deux succès de la gauche ne sont pas les seuls. Socialistes, communistes, radicaux de gauche conquièrent aussi Lunel, Saint-Pons, Saint-Gély-du-

Fesc, Saint-André-de-Sangonis, dans l'Hérault, Aigues-Mortes et Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard, Prades, dans les Pyrénées-Orientales, Langogne, Florac, Saint-Chély d'Apcher, en Lozère — département où la gauche progresse de manière foudroyante. Mais la gauche n'a pas connu que des succès. Elle a perdu Bédarieux qui échappe à un maire communiste au profit d'un centriste. Et surtout, les Pyrénées-Orientales n'ont pratiquement pas bougé.

Dans un département où les clivages politiques sont moins nets que le poids des notables, seule Prades passe — de justesse — à l'union de la gauche. Mais Paul Alduy n'a pas perdu sa clientèle perpignanaise en passant à la majorité giscardienne. Bien plus, les victoires de ses amis à Canet et Port-Vendres et de sa femme à Amélieles-Bains en font le grand vainqueur des municipales, sans le département sur lequel il assoit un peu plus sa domination.

Dans le Sud-Aveyron, le label de la majorité ne paie plus. La municipalité sortante de Millau avait éclaté avant même les élections. Grâce à un travail sérieux d'ancrage, de réflexion et de proposition, la gauche tenait une bonne chance de l'emporter. Mais le phénomène Diaz a bousculé les perspectives Cet industriel, qui jure de réussir à la mairie comme il a réussi dans ses affaires, a joué sa propre carte et gagné. Radical de gauche sur le papier, il a refusé l'accord d'union de la gauche et, seul, a rassemblé sur sa liste toutes les voix de droite au second tour. La gauche n'a même pas pu limiter les dégâts en envoyant quelques élus à la mairie comme elle l'espérait.

Mais, la gauche est désormais dans cette région plus forte que jamais. Le danger : qu'elle occupe le pouvoir sans vraiment changer le cours des choses. Ses élus ont des idées ? Qu'ils les appliquent. Des projets ? Qu'ils les mettent en route.

SUD

SCRUTÉ

● Résultat surprenant à Monoblet (470 habitants) près de St-Hippolyte-du-Fort où le maire sortant, Marcel Pougnet (P.S.) a été battu par une liste d'union démocratique à dominante occitaniste qui compte dix élus sur onze. Au sein du nouveau conseil municipal, il faut souligner la coexistence entre des membres de « Cévennes occitanes » et des sympathisants du Parti communiste. Michel Costa, directeur de l'école, qui sera peut-être le premier maire occitaniste de Monoblet, explique ses objectifs : « D'abord, un plan d'occupation des sols pour enrayer les implantations touristiques sur nos terres agricoles et surtout faire la gestion la plus démocratique possible ».

● A Naussac (Lozère), une veste mémorable pour le maire sortant Odilon Vial, favorable au barrage qui devrait noyer la petite commune d'ici quelques mois : deux élus sur sa liste, mais neuf sur celle des opposants résolus à la destruction de la vallée. Avec la mairie voisine de Langogne qui vire à gauche et celle d'Auroux qui tombe entre les mains de jeunes décidés à s'opposer à la noyade, renaissent quelques espoirs de bloquer le projet.

● A Pujaut (Gard rodhanien), Jacqueline Bouard a finalement échoué. Refusée par le conseil municipal sortant, elle avait décidé de se présenter seule « en tant que femme ». Audace payante, puisqu'après une courte campagne, elle manquait l'élection de huit voix au 1er tour (387 contre 395). Il restait deux élus à désigner pour le 2ème tour : elle n'a obtenu que 180 voix contre 367 au candidat de la municipalité sortante. Elle juge malgré tout son expérience passionnante : « J'ai reçu de nombreux encouragements d'un peu partout dont ceux d'une femme du Puy-de-Dôme. Certaines m'ont demandé des conseils pour se présenter comme moi, à Domazan et à Redessan dans le Gard. J'ai en tout cas prouvé qu'une femme seule pouvait réussir ».

● Sauzet, village de 400 habitants du canton de St-Chaptes (Gard) sera la première municipalité V.V.A.P. (Volem viure al país) de la région. La liste du mouvement occitan conduite par Jean Guers, enseignant, avait eu cinq élus au 1er tour contre deux à celle du maire sortant, Jean Carreyon, suppléant du député socialiste Jean Bastide. Jean Guers, élu au 2ème tour, conduira vraisemblablement le nouveau conseil municipal. « Ce résultat surprenant, précise-t-il, prouve que l'esprit "Vivre au pays" a de plus en plus d'impact ». Ses ambitions : « Etre à l'écoute des agriculteurs et de l'ensemble des travailleurs et ouvrir sans restriction le débat au service de la population ».

CENSURE ET PRESSION

La section des Pyrénées-Orientales du syndicat national des journalistes (autonome) communique : à l'occasion des élections municipales, les rédacteurs et photographes de « L'Indépendant » chargés de couvrir la campagne électorale ont fait l'objet de pressions inadmissibles de la part de certain candidat aux élections bien connu dans la maison (Jacques Farran, président de la Chambre de Commerce, 1er adjoint de Paul Alduy) pour les empêcher de témoigner d'un événement (le meeting de l'Union de la gauche). La section des P.O. du S.N.J. élève une vigoureuse protestation contre ces agissements qui menacent gravement l'indépendance de la rédaction.

MILLAU

Le charme peu discret de Manuel Diaz

Millau s'est donnée un roi. Manuel Diaz a confirmé nettement son succès au second tour : avec près de 60 % des voix en moyenne, sa liste l'a rejoint en bloc à la mairie. Secouée par la crise de la ganterie, la ville s'est raccrochée à l'homme providentiel qui lui promettait le plus : cent emplois nouveaux par an. Ces arguments ont pesé plus lourd que ceux — plus réalistes et donc moins optimistes — de la gauche.

Au lendemain du premier tour, Millau se réveille encore surprise de l'élection de Manuel Diaz, et surtout du bon score réalisé par ses colistiers. L'industriel qui se présentait à sa ville en homme providentiel s'est révélé une locomotive puissante en amenant son équipe, bien terne pourtant, en vue de la majorité. Le relatif échec de la gauche conduite par le socialiste Gérard Deruy étonne lui aussi. Elle avait mené une campagne sérieuse, appuyée sur des dossiers dont même ses adversaires reconnaissent la solidité. Et les progrès constants qu'elle enregistrerait depuis plusieurs années laissaient présager un meilleur résultat. Le panachage lui a été fatal.

« Les jeux sont faits, Diaz sera maire ». Dans les rues, dans les cafés, sur le marché, c'est une évidence pour la plupart. Mais avec qui ? Sa liste va-t-elle franchir en bloc le second tour ? Curieusement personne ne semble le souhaiter. Manuel Diaz ne vit pas à Millau. Il n'y vient que quelques jours par mois et son équipe ne paraît pas de taille à gérer sérieusement les affaires de la ville.

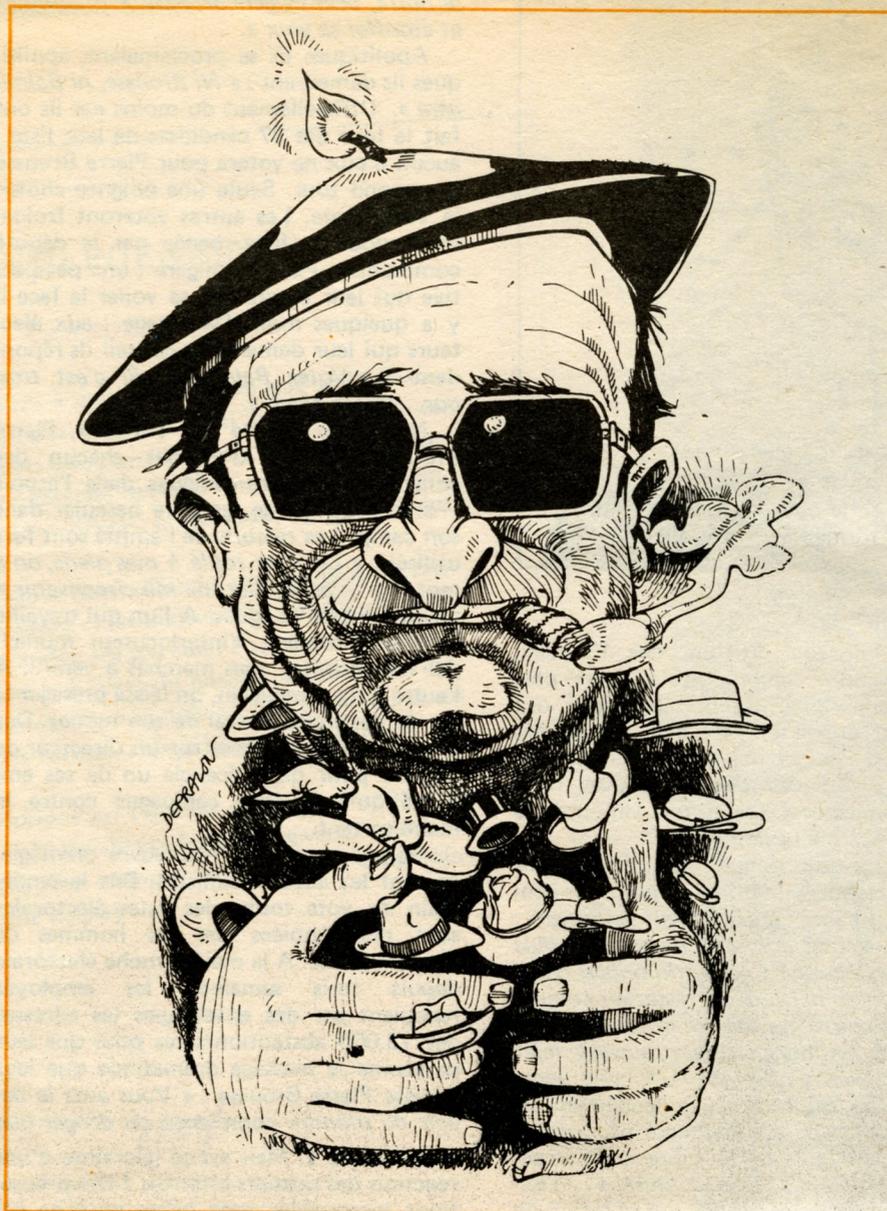
Manuel Diaz lui-même recherche des concours. En jouant plus que jamais les grands seigneurs, il propose l'union de tous, de la droite aux communistes, sous sa houlette. A gauche, certains, les communistes notamment, sont tentés. Mais les socialistes déjouent le piège en demandant à Diaz une union sur la base de l'accord national de la gauche. Cette fois, c'est lui qui refuse, bien que membre du Mouvement des radicaux de gauche. Il ressoude du même coup une gauche hésitante. Les communistes s'engagent : « Puisque Diaz a rejeté l'union, nous allons nous battre pour que la gauche soit présente à la mairie », lance Albert Séguier, le secrétaire de la section.

L'avocat Georges Vincens, qui conduisait la liste de droite au premier tour et n'avait obtenu que 15 % des voix, décide alors de se retirer : « Nous étions d'accord pour l'union autour de Diaz, explique-t-il, mais sans la gauche nous serions ses otages ». Et il recommande de choisir des hommes compétents. A gauche si c'est nécessaire.

C'est sur ce réflexe que Gérard Deruy et son équipe jouent pendant les derniers jours de la campagne : « Vous avez voulu Diaz, vous l'avez élu. Maintenant, choisissez des hommes compétents pour le contrôler et l'obliger à tenir ses promesses ».

Les Millavois n'ont pas été sensibles à ce raisonnement. L'équipe Diaz va devoir maintenant tenir ses promesses. Seule. Dès l'année prochaine, à la veille des législatives, viendra l'heure des comptes.

Daniel GROUSSARD



François Delmas : l'homme au chapeau

MONTPELLIER

Delmas à contre courant

« Delmas, fai ta mala », « Adieu Delmas, adieu ». Sur l'air desampions. Dimanche soir, 20 H, la mairie du Polygone craque sous le nombre. Des drapeaux rouges, des cris de joie à l'annonce des résultats bureau par bureau. Ceux du centre ville d'abord : François Delmas (majorité), maire depuis 18 ans, part fort : 500 voix d'avance. Mais déjà ses partisans savent de quoi il retourne : « On est cuit ». Peu à peu la liste de gauche menée par Georges Frèche grignote 700, 1.360, 2.011... La salle hurle : « François, c'est ton dernier cigare ». Digne, impassible, le cœur meurtri mais le sourire aux lèvres, François Delmas salue la foule : « Je proclame élue la liste d'union de la gauche ». 2.920 voix d'avance. Françoise Fassio, déléguée régionale à la condition féminine, présente sur sa liste, s'effondre en larmes. Mais, l'« Internationale » retentit, vibrante. La capitale régionale vient de basculer. Le maire sortant, pourtant, avait bagarré jusqu'au bout.

« Ma campagne est terminée ». Plus d'un mois et demi avant le scrutin du 13 mars dernier, François Delmas, 63 ans, sûr de son fait, déclare à qui veut l'entendre — en l'occurrence une journaliste de *l'Express* — qu'il n'a pas besoin de mener campagne pour être réélu. Ses réalisations, dit-il, parlent pour lui. De son entourage se dégage le même optimisme : « Nous repassons dès le premier tour. Peut-être avec moins de panache qu'en 71, mais nous repassons ». L'affaire se présente bien : une belle affiche placardée sur quelques 200 panneaux géants vient peaufiner l'image du « petit-monsieur-malicieux-au-gros-cigare-et-au-chapeau-ridicule-célibataire-et-amoureux-de-sa-ville ». Un magnifique dépliant révèle aux Montpelliérains « les vingt raisons qu'ils ont d'aimer leur ville ». Et, véritable don du ciel, un incident de dernière heure apporte de l'eau au moulin du maire sortant : des afficheurs de ses amis se font violemment agresser, vendredi 11 mars vers 23 heures, par des individus à l'appartenance et aux mobiles encore mal définis. Toujours est-il que dans la nuit même les presses de l'imprimerie Dehan tirent 40.000 tracts stigmatisant les « fascistes, rouges »...

Autant dire que le dimanche, lors de la proclamation des résultats du 1er tour, la chute a été rude : 44,6 % des voix seulement. 12 % de moins qu'en 71, et la gauche talonne à moins de 850 voix. Les états-majors ne tardent pas à faire leurs calculs : si les 4.062 voix de « Montpellier-Écologie » et les 2.312 de la liste apolitique se répartissent à peu près équitablement au second tour, les 1.185 voix de l'extrême-gauche assurent, mathématiquement, la victoire à l'équipe de l'Union de la gauche, conduite par le député socialiste Geor-

ges Frèche, 38 ans. Aussi, le soir même, devant les caméras de FR3, François Delmas, crispé, perd de sa superbe. Lui qui n'avait pas voulu descendre de son piédestal se trouve pris à contre-pied, il ne se retient plus et en une phrase donne le ton de l'entre-deux tours : « Attention à l'aventure. La plupart des grandes villes du Languedoc sont aux mains des communistes : Montpellier ne doit pas entrer dans le rang ». Dès le lundi, l'heure a sonné de la grosse artillerie : « Les socialo-communistes veulent faire tomber Montpellier dans la médiocrité, résistons ! » proclame une affiche. « Il est clair que si les forces collectivistes l'emportent, l'Hôtel de ville deviendra la Maison du Parti » ajoute le R.P.R.

Du côté du maire giscardien, c'est la mobilisation générale. Dans les bureaux de la mairie on reçoit sans répit : les promesses fusent de tous côtés, les pressions sur les écologistes et les apolitiques se multiplient. Il faut râcler les fonds de tiroir, et faire peur. Alors les rapatriés, ces ingrats, font l'objet d'un véritable forcing, tandis que les harkis bénéficient de faveurs toutes particulières. Les bruits les plus fantaisistes se répandent dans la ville. « La gauche à la mairie, c'est la fermeture des foyers de vieux et un aller simple pour l'hospice » dit-on aux personnes âgées. « C'est votre licenciement en bloc » assure-t-on aux employés municipaux et à ceux des Galeries Lafayette... puisque « Frèche est contre le Polygone ». Ce n'est pas une ambiance de fin de règne. Non ! Impensable ! Mais l'inquiétude plane, sourde, obsédante. A tel point que Simone Veil se résigne à jeter son poids personnel dans la bagarre et fait le voyage de Montpellier. Dans la modeste salle du Pavillon Populaire, elle dresse un panégyrique maladroit de la municipalité sortante, mais galvanise les énergies.

A quelques centaines de mètres de là, dans le petit local du député Frèche, rue Massane, au cœur de la vieille ville, la riposte s'organise avec une rigueur quasi-scientifique. François Delmas table sur le réflexe anti-communiste des abstentionnistes du premier tour ? Qu'à cela ne tienne : on leur adresse près de 25.000 lettres. Au personnel des Galeries, les gens de l'Union de la gauche affirment que la nouvelle municipalité sera disposée à consentir de « gros efforts pour sauver le Polygone ». Aux employés communaux, ils jurent sur l'honneur que le pire qui puisse leur arriver, « c'est une augmentation de salaire ». Le bruit court que le directeur de la maison Roblot passe ses journées à la mairie : on se procure la liste des morts des dernières semaines pour vérifier au moment venu qu'ils n'ont pas voté. Georges Frèche apprend que plusieurs dizaines de personnes âgées ont voté par procuration grâce à l'aide bienveillante de la liste adverse, il court chez le juge puis fait une « descente » dans les cinq foyers encadrés par du personnel communal et y menace les directeurs : « Si vous continuez à utiliser les employés pour la propagande au porte à porte chez les vieux, je vous colle un huissier ».

Confiant, dans le report des voix d'extrême-gauche, satisfait de la position « non à Delmas » laborieusement mise au point, de la liste écologiste, position que *Midi Libre* n'a daigné publier que sur menace de saccage de ses locaux, Georges Frèche joue gagnant et relègue son adversaire au rang de challenger : « Au 1er tour, 56 % des Montpelliérains ont condamné la gestion Delmas » clame-t-il aux quatre coins de la ville. Une dynamique de la victoire se crée : la possibilité de « sortir Delmas » efface, l'espace d'un vote, les réticences initiales provoquées par l'« œcuménisme » du jeune député. Mais qui, vraiment, osait y croire ?

Pierre SERRE